

CONSEIL MUNICIPAL DU 1 FÉVRIER 2021 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 3 février 2021

L'an deux mille vingt et un, le un février à 18 h 30, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Nouredine ACHERIA - Mme Aziza AGLAGAL - M. Ludovic RAILLARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Léo LACHAMBRE - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE - M. Martino AMODEO - M. Didier GIRARD - Mme Brigitte BERTHE - M. Yves-Marie BRUGNOT - M. Pascal KELLER - M. Mongi BAHRI - Mme Christine BUCHALET - Mme Anne VILLIER - M. Jean-Marc FOMBARLET - M. Bruno HABERKORN - M. Sylvain BLANDIN - Mme Caroline CARLIER - M. Lhoussaine MOURTADA - Mme Saliha OUARTI - Mme Stéphanie DROUIN - Mme Nezha NANG-BEKALE - Mme Sophie MOREAU - Mme Hana WALIDI-ALAOUI - M. Philippe NEYRAUD - Mme Saliha M'PIAYI - M. Dominique MICHEL - M. Pierre HUMBERT

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Philippe SINGER donne pouvoir à M. Philippe NEYRAUD

En raison de la crise sanitaire relative à la COVID-19, des mesures exceptionnelles sont prises pour cette séance du Conseil municipal :

- Impossibilité pour le public d'être physiquement présent,
- Aménagement de la salle pour respecter les distanciations physiques entre les élus,
- Retransmission de la séance en direct sur Internet, sur la page Facebook de la Ville de Chenôve.

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : Mme Brigitte BERTHE.

Mme Brigitte BERTHE procède à l'appel.

Ajout, approuvé par l'assemblée délibérante, de deux délibérations sur table :

- VŒU RELATIF À L'ACCUEIL DES MIGRANTS
- TRAVAUX DE L'HÔTEL DE VILLE (2E TRANCHE) – DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL)

Adoption à la majorité du procès-verbal du Conseil municipal du 16 novembre 2020. Deux votes contre : M. Philippe NEYRAUD et M. Philippe SINGER.

M. Dominique MICHEL n'était pas présent dans la salle lors du vote des délibérations suivantes :

- TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE : PRÉCISIONS
- MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

ADMINISTRATION GENERALE

1 - VŒU RELATIF À L'ACCUEIL DES MIGRANTS

Chaque année, de nombreux jeunes étrangers sont placés par les différents services de l'État dans les établissements scolaires de l'Éducation nationale ou ceux dépendant du Ministère de l'agriculture. La plupart de ces jeunes s'investissent fortement dans les formations qui leur sont proposées, que ce soit dans les filières générales ou dans des cursus professionnalisants, comme la boulangerie, la restauration ou l'aide à la personne...

Cependant, leur situation administrative n'évolue pas au même rythme que leur intégration dans la société française : ils reçoivent bien souvent au bout de quelques années une Obligation à Quitter le Territoire Français (OQTF) qui arrive brutalement, les mettant ainsi, avec leur famille ou comme jeunes majeurs isolés, dans une situation très difficile. Leur projet professionnel, et plus globalement, leur projet de vie qu'ils avaient commencé à inscrire sur notre territoire, s'interrompt brusquement.

Ces jeunes, pour la plupart, ne souhaitent que leur rapide intégration à notre société et sont autant d'exemples du modèle républicain d'intégration par l'École, lieu d'apprentissage par excellence de savoirs, de compétences, de valeurs communes, autour desquels la communauté éducative s'implique activement pour favoriser leur réussite et leur intégration. Ils participent au projet de société qui est le nôtre, en apprenant notre langue, en travaillant, en payant leurs cotisations, en s'impliquant activement dans la vie de nos structures. Ils sont souvent scolarisés dans des filières dites « en tension », où les maîtres de stage souhaitent vivement les garder, comme l'a montré la récente grève de la faim d'un boulanger à Besançon. Ils obtiennent d'excellents résultats scolaires à l'instar du lycéen dijonnais Elvis Bajrami dont l'expulsion a été envisagée par la préfecture de la Côte-d'Or en vertu de l'Instruction dite « relative aux modalités de reprise de l'éloignement des étrangers déboutés des droits d'asile suite à la fin de l'État d'urgence sanitaire » adressée à tous les préfets par Monsieur Gérard DARMANIN, ministre de l'Intérieur, le 31 juillet 2020 pour sa mise en œuvre en pleine période de crise sanitaire et de restriction des libertés publiques.

Dans la poursuite de son engagement, notre commune ne peut pas rester indifférente au sort de ces jeunes et de leurs familles qui donnent tout ce qu'ils peuvent pour se construire ici un avenir meilleur. Notre conseil municipal dénonce l'instabilité juridique dans laquelle ils se trouvent placés par la multiplication d'actes réglementaires adoptés sans principe au gré des mouvements changeants de l'opinion et au cœur d'une gestion chaotique de la crise sanitaire en cours. Nous ne pouvons d'ailleurs que nous réjouir de la réponse favorable qui a été donnée il y a quelques jours par la Préfecture à la situation d'Elvis et Bukuriye Bajrami, suite à la mobilisation collective et aux interventions qui ont été collectivement les nôtres, et ce, à différents niveaux. La Fraternité, pilier fondamental de notre République, a ici trouvé sa pleine expression en actes. Nous resterons vigilants à ce sujet en raison du caractère provisoire de la mesure, ce afin qu'elle puisse trouver une réponse pérenne.

Parce que notre pays, la France, est une terre d'asile et d'accueil, une nation dont les fondations sont éminemment humanistes et universalistes, en accord avec les valeurs républicaines et progressistes qui sont les nôtres et celles de la ville de Chenôve, nous formulons le vœu que l'État et ses services déconcentrés, en premier lieu les Préfets en vertu de leur pouvoir discrétionnaire, puissent accorder de façon plus systématique des titres de séjour pendant leurs études à ces jeunes afin de les accompagner avec bienveillance et solidarité, eux et leurs familles, afin que leur avenir puisse s'écrire plus sereinement sur notre territoire.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le vœu relatif à l'accueil des migrants.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

FINANCES

2 - DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR 2021

En application de l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales, l'examen du budget doit être précédé d'un débat sur les grandes orientations budgétaires.

Ce débat s'appuie sur un rapport qui comporte des informations sur :

- les contextes national et local d'élaboration du budget 2021,
- les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- les orientations en matière de programmation d'investissement,
- la structure et la gestion de l'encours de la dette,
- les dépenses de personnel.

Vu l'annexe jointe,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires pour 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

ADMINISTRATION GENERALE

3 - AVANCES SUR LES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ET AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.) DE CHENÔVE AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2021

Pour permettre aux associations de poursuivre leurs activités dans l'attente du vote du budget 2021, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le maire à procéder au versement d'une avance sur subventions aux associations selon les modalités suivantes :

- pour les associations sous convention avec la ville, la quotité de l'avance correspond aux modalités contractuelles, soit 30 ou 50 % du montant attribué en 2020
- pour les autres associations bénéficiaires en 2020 d'une subvention de 1000 € et plus, il est proposé de verser 50 % de la subvention de 2020 dans la limite du montant sollicité pour 2021.

Il est ainsi proposé d'autoriser les avances de subventions aux associations comme suit :

NOM DE L'ASSOCIATION	MONTANT DE L'AVANCE
AGDM	19 250 €
ALACEP P'tit Bleu P'tit Jaune	5 000 €
ART PUBLIC Festival Mode de Vie	1 400 €
ARTS MARTIAUX CHENOVE	3 196 €
ASMC	975 €
ASSOCIATION DECOUVERTE ET ORIENTATION CHENOVE	5 409 €
ASSOCIATION TIR A L'ARC	2 497 €
ATHLETIC CLUB CHENOVE	8 317 €
BASKET CLUB CHENOVE	19 884 €
CENTRE MEDICO SPORTIF	3 310 €
CERCLE SPORTIF LAÏQUE	4 925 €
CHENOVE NATATION	16 627 €
CHENOVE RUGBY CLUB	8 616 €
CHENOVE TRIATHLON CLUB	3 794 €
CIDFF21	1 000 €
CLUB MONTAGNE CHENOVE	473 €
COLLECTIF CARNAVAL CHENOVE	2 150 €
COMITE DE JUMELAGE DE CHENOVE	2 500 €
COOL SWINGERS JAZZ	825 €
ENTENTE BOULISTE SPORTIVE	3 574 €
EQUI-SENS BFC	1 750 €

FIGURE2STYLE	16 333 €
FRANCE VICTIMES 21 (ADAVIP)	1 000 €
HANDBALL CLUB CHENOVE	3 956 €
INDEPENDANTE DE CHENOVE	9 007 €
LES AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DE CHENOVE	535 €
LES AMIS DU LIEN SOCIAL	600 €
LUTTE CLUB CHENOVE	6 571 €
MJC CHENOVE	76 367 €
MUSIQUE MUNICIPALE CHENOVE	13 780 €
MOBY DICK	4 227 €
OFFICE MUNICIPAL DE LA CULTURE	1090 €
OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	18 124 €
PIONNIERS DE FRANCE	2 500 €
PIROUETTE CACAHOUETE	20 000 €
TENNIS CLUB CHENOVE	3 170 €
TRES D'UNION	2 000 €
VOLLEY CLUB CHENOVE	4 185 €
WISLA KRAKOWIAK	500 €
TOTAL	299 417 €

En outre afin de couvrir les besoins de trésorerie du CCAS, il convient de prévoir une avance de 200 000 €.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 21 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à mandater les avances aux associations et au C.C.A.S. de Chenôve,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. HABERKORN

COHESION SOCIALE ET URBAINE

4 - DISPOSITIF DE COMPOSTAGE PARTAGÉ POUR LES AGENTS DE LA VILLE ET DU C.C.A.S. – AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE DIJON MÉTROPOLE ET LA COMMUNE DE CHENÔVE

Afin de réduire sa production de déchets, Dijon Métropole souhaite développer le compostage partagé dans les quartiers, immeubles, entreprises ou collectivités en proposant un accompagnement technique et un suivi aux sites volontaires.

Dans le cadre de sa politique en faveur de la transition écologique, la Ville de Chenôve s'est notamment engagée dans une démarche de changement des pratiques et de sensibilisation de ses agents aux éco-gestes avec la mise en place du tri sélectif dans les bâtiments communaux et l'installation de composteurs dans les groupes scolaires.

Dans l'objectif de poursuivre la démarche engagée, il est proposé d'installer, dans l'enceinte de l'Hôtel de Ville, un composteur partagé destiné à recevoir les déchets compostables des agents de la collectivité (résidus issus de leurs foyers, restes de repas, ...).

Le projet de convention joint à la présente délibération précise les modalités d'accompagnement et de suivi proposées par la métropole :

- mise à disposition des bacs de compostage,
- formation des agents référents pour la gestion du compost et suivi du composteur par l'association Arborescence, pour la première année,
- aide et accompagnement, en cas de dysfonctionnement, par les services métropolitains après la première année de mise en service.

Au titre de cette convention, la Ville de Chenôve s'engage à :

- identifier les agents volontaires qui seront chargés, après avoir suivi une formation, de la gestion du composteur,
- verser la somme de 100 euros à Dijon Métropole en contrepartie de la mise à disposition du matériel et de l'accompagnement de la démarche.

Vu le projet de convention entre Dijon Métropole et la Ville de Chenôve,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 19 janvier 2021,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention entre Dijon Métropole et la Ville de Chenôve conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR



EDUCATION

5 - INTENTION DE CANDIDATURE À « VILLE AMIE DES ENFANTS » EN PARTENARIAT AVEC L'UNICEF

« Ville amie des enfants » est une initiative internationale portée par UNICEF. Une ville amie des enfants est une ville qui s'engage à respecter les droits de l'enfant. C'est une ville dans laquelle la voix, les besoins, les priorités et les droits des enfants font partie intégrante des politiques, des décisions et des programmes publics. Une ville amie des enfants est donc une ville adaptée à toutes et à tous.

La ville de Chenôve souhaite devenir partenaire d'UNICEF France et obtenir le titre « Ville amie des enfants » pour le présent mandat électoral 2020-2026.

Pour cela, la ville de Chenôve souhaite tout d'abord confirmer son intention de candidater pour devenir partenaire d'UNICEF France. Ce processus de candidature à vocation à élaborer et à présenter à UNICEF France un plan d'actions municipal 2020-2026 pour l'enfance et la jeunesse en lien avec le projet éducatif global de la collectivité.

La plan d'actions reposera sur les engagements suivants, communs à toutes les villes du réseau :

- Le bien-être de chaque enfant et chaque jeune,
- La lutte contre l'exclusion, la discrimination et pour l'équité,
- Un parcours éducatif de qualité,
- La participation et l'engagement de chaque enfant et chaque jeune,
- Le partenariat avec UNICEF France.

Au-delà des actions sur lesquelles la Ville souhaitera spécifiquement s'engager, il est précisé que l'appartenance au réseau « Ville amie des enfants » UNICEF France demande à toutes les collectivités d'affirmer leur engagement à :

- Élaborer une vision commune et partagée de la place de l'enfant dans la Ville en collaboration avec l'ensemble des élus, des agents de la collectivité et des habitants du territoire.
- Permettre la formation des élu.es et agent.es de la collectivité aux droits de l'enfant et à leur application sur le territoire.
- Concevoir, approuver et mettre en œuvre un plan d'actions pour être « Ville amie des enfants » pendant la durée du mandat électoral municipal, et ce en étroite collaboration avec UNICEF France et ses partenaires éventuels. La participation active aux groupes de travail et de réflexion thématiques ou généralistes liées aux engagements et recommandations VAE est fortement recommandée.
- Suivre les progrès accomplis en regard des objectifs du plan d'actions et assurer la collecte des données pertinentes, dans le but d'identifier et de pallier les obstacles potentiels à la mise en œuvre du plan d'actions.
- Communiquer sur l'appartenance de la ville au réseau « Ville amie des enfants » pour en partager la philosophie et les objectifs et de diffuser largement les actions et progrès accomplis en regard des objectifs du plan d'actions, notamment auprès des enfants et des jeunes eux-mêmes et de l'ensemble de la population du territoire.
- Mettre en œuvre la Consultation nationale des 6/18 ans d'UNICEF France au moins une fois sur le mandat et tirer matière à réflexion des extractions locales de résultats.

- Promouvoir les droits de l'enfant en célébrant, chaque année, la journée mondiale des droits de l'enfant le 20 novembre et en participant, chaque année, à au moins un événement ou projet de sensibilisation et d'engagement d'UNICEF France destinés à accompagner enfants et adultes sur la nécessité de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant en France et à travers le monde. Il peut notamment s'agir du Prix UNICEF de littérature jeunesse, de la littérature jeunesse, de la Nuit de l'Eau, d'UNIday et de tout autre projet non existant à ce jour. L'ensemble de ces éléments est disponible et en téléchargement libre sur le site www.myunicef.fr.

- Accompagner et encourager l'implication des comités et délégations bénévoles locales d'UNICEF France à mener l'ensemble de leurs actions de sensibilisation, d'engagement et de solidarité sur le territoire.

Vu l'avis de la commission Solidarité, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 21 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'obtenir le titre « Ville amie des enfants » en partenariat avec l'UNICEF pour le présent mandat électoral 2020-2026,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

CULTURE

6 - ORCHESTRE À L'ÉCOLE BOURDENIÈRES – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA DIRECTION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE CÔTE-D'OR ET LA VILLE DE CHENÔVE : AUTORISATION DE SIGNATURE

La ville de Chenôve, par l'intermédiaire de son Conservatoire à rayonnement communal (C.R.C) et la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale de la Côte-d'Or sont engagées en faveur de la pratique artistique et musicale sur le temps scolaire grâce notamment aux Orchestres à l'École (O.A.E.).

Ce partenariat dynamique fut initié dès 2011 avec la mise en place de l'Orchestre à l'École au sein de l'école élémentaire Les Violettes, et en 2017, avec la création de l'Orchestre à l'École au sein de l'école élémentaire Gambetta, puis en 2019 par la création de l'Orchestre à l'École au sein de l'école élémentaire Ferry. Rappelons qu'un dispositif similaire existe également au collège du Chapître.

Après concertation des équipes pédagogiques de l'école des Violettes et des partenaires de l'éducation nationale, il a été acté de permettre à un nouvel établissement de bénéficier de ce dispositif en remplacement de l'école des Violettes qui en a bénéficié depuis neuf années.

Cet O.A.E sera donc implanté au bénéfice de l'école élémentaire Bourdenières et visera à créer un orchestre à vent. Cet ensemble poursuivra les objectifs suivants :

- renforcer l'éducation musicale des élèves, développer leurs capacités d'expression et de création, tant au niveau individuel que collectif,
- permettre la construction de compétences transversales transférables aux autres domaines d'apprentissage,
- mettre en place des projets communs d'éducation artistique et culturelle entre les établissements scolaires et les structures ou services culturels,
- établir une complémentarité entre l'offre culturelle en temps scolaire et hors temps scolaire.

Au sein de l'école élémentaire Bourdenières, le dispositif a pour objectif d'assurer un enseignement réparti sur 1h30 hebdomadaire, sur le temps scolaire, sur une période de 20 semaines, soit 30 heures/année pour l'année 2020/2021 et sur une période de 30 semaines, soit 45 heures/année à partir de l'année scolaire 2021/2022.

- de pratique de l'instrument avec un professeur de musique
- de pratique d'orchestre sous la direction d'un enseignant du CRC

La ville de Chenôve devra veiller à :

- assurer la maîtrise d'ouvrage du projet,
- assurer le fonctionnement de l'Orchestre à l'École par l'intervention des enseignants du CRC, selon un planning hebdomadaire,
- fournir et assurer les instruments et l'ensemble du matériel nécessaire à la pratique
- assurer la logistique du dispositif, notamment en mettant à disposition les locaux nécessaires.

Le partenariat sera formalisé par convention, prendra effet dès sa signature et sera effective pour trois années scolaires, soit jusqu'à la fin de l'année scolaire 2022-2023.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :



ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale « Orchestre à l'École » au bénéfice de l'école élémentaire Bourdenières,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

7 - ADHÉSION DE LA VILLE DE CHENÔVE À LA FÉDÉRATION DES MUSIQUES ACTUELLES DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ (F.E.M.A.)

La Fédération des Musiques Actuelles de Bourgogne-Franche-Comté (F.E.M.A.) vise à fédérer l'ensemble des acteurs de la filière des musiques actuelles de notre région.

C'est un espace de dialogue et de concertation qui s'incarne à travers plusieurs temps de travail tout au long de l'année. Son objectif est de favoriser l'exposition et le développement des artistes et des structures qui les accompagnent et qui les diffusent, dans les champs amateurs et professionnels.

Cette fédération compte 52 structures publiques et privées adhérentes en 2020, exerçant les métiers liés au management et l'accompagnement d'artistes, l'édition, la production phonographique, la programmation, l'action culturelle et la médiation, l'administration, la communication, la coordination de festival, la technique, les médias, la ressource et le conseil.

La F.E.M.A. vise à :

- mutualiser des expériences, des moyens et des compétences de ses membres visant à un développement commun,
- favoriser la concertation et la structuration dans le secteur des musiques actuelles,
- représenter la filière des musiques actuelles auprès des pouvoirs publics et des organismes professionnels du secteur de la musique et du spectacle vivant,
- soutenir et accompagner la pérennisation et le développement de ses membres.

L'adhésion annuelle est de 30 €.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser l'adhésion de la ville de Chenôve à la Fédération des Musiques Actuelles de Bourgogne et de Franche-Comté (F.E.M.A.),

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

8 - SAISON CULTURELLE – MISE À JOUR DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DES BILLETS DE LA SAISON CULTURELLE ET DES CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE EN LIGNE

Pour permettre la vente des billets de la saison culturelle municipale, la ville de Chenôve a mis en place deux documents supports :

- par une délibération du 27 juin 2016, les conditions générales de vente des billets de la saison culturelle,
- par une délibération du 26 septembre 2016, les conditions générales de vente en ligne.

Depuis 2016, plusieurs dispositions doivent être mises à jour. Par ailleurs, pour garantir la continuité du service durant la crise sanitaire de la COVID-19, plusieurs adaptations de la jauge, des placements et des remboursements, il convient de les intégrer dans ces documents. Il est donc proposé au conseil d'approuver l'actualisation des conditions générales de vente et les conditions générales de vente en ligne notamment :

- **Concernant les conditions générales de ventes**

- intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 :

Selon le contexte sanitaire, la jauge d'un spectacle peut évoluer entre la date de sa mise en vente et la représentation. La collectivité se réserve le droit de modifier le placement en salle pour permettre une exploitation conforme aux contraintes sanitaires qui seront en vigueur et sans indemnisation ou compensation.

- intégrer le paragraphe suivant à l'article 6 :

Pour des raisons sanitaires, les spectateurs doivent respecter les consignes d'accès, de circulation et de sortie du bâtiment. Toute personne refusant de se soumettre à ces formalités et consignes se verra refuser l'accès du Cèdre.

- intégrer le paragraphe suivant à l'article 7 C

En cas d'annulation définitive d'un événement décidée par la ville de Chenôve, le remboursement n'interviendra qu'en faveur de l'acquéreur initial contre remise du billet original, sur présentation de la carte d'identité et du relevé d'identité bancaire de l'acquéreur.

Les remboursements en espèces seront effectués après signature d'un état d'émargement.

Les remboursements par virement bancaire seront effectués, après validation des pièces justificatives, par les agents mandatés à cet effet.

Seul le prix du billet sera remboursé. Aucun frais annexe de quelque nature que ce soit (transport, hôtellerie, parking, ...) ne sera remboursé ou dédommagé.

En outre, les demandes de remboursement devront intervenir dans un délai le plus court possible suivant l'annulation du spectacle.

En cas de report dans la même année civile, les billets resteront valables. L'acquéreur initial du billet pourra demander son remboursement dans les conditions décrites ci-dessus.

- **Concernant les conditions de vente numérique**

- intégrer le paragraphe suivant à l'article 3 :

Selon le contexte sanitaire, la jauge d'un spectacle peut évoluer entre la date de sa mise en vente et la représentation. La collectivité se réserve le droit de modifier le placement en salle pour permettre une exploitation conforme aux contraintes sanitaires qui seront en vigueur et sans indemnisation ou compensation.

- modifier l'article 7 en ce sens :

Les billets achetés ne sont ni repris, ni échangés, ni remboursés, même en cas de perte ou de vol, de changement de programme ou de distribution indépendante de notre volonté (loi du 27 juin 1919 modifiée).

En cas d'annulation de la représentation décidée par la ville de Chenôve, les billets pourront être remboursés ou reportés sur une autre représentation du même spectacle. En aucun cas, ils ne seront reportés sur un autre spectacle.

En cas d'annulation définitive d'un événement décidé par la ville de Chenôve, le remboursement n'interviendra qu'en faveur de l'acquéreur initial contre remise du billet original, sur présentation de la carte d'identité et du Relevé d'identité bancaire de l'acquéreur.

Les remboursements en espèces seront effectués après signature d'un état d'émargement.

Les remboursements par virement bancaire seront effectués, après validation des pièces justificatives, par les agents mandatés à cet effet.

En cas d'interruption d'une représentation après la première moitié d'un spectacle, pour quelque motif que ce soit, les billets ne seront ni repris, ni échangés pour une autre date, ni remboursés. En cas de report dans la même année civile, les billets resteront valables. L'acquéreur initial du billet pourra demander son remboursement dans les conditions décrites ci-dessus.

- ajouter à l'article 9 le paragraphe suivant :

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 20 juin 1988 n°2018-493, et au règlement général sur la protection des données 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, le client dispose d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concerne. Pour exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant, il doit adresser une demande à rgpd@ville-chenove.fr. Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver les modifications aux conditions générales de vente et conditions de vente en ligne des spectacles de la saison culturelle,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
33 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

9 - OPÉRATION "CENTRALITÉ" – APPROBATION DU COMPTE-RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ ARRÊTÉ AU 30 JUIN 2020

Il est rappelé que la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale "Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise" (SPLAAD), par voie de convention de prestations intégrées portant concession d'aménagement signée le 16 décembre 2009, l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) « Centre-Ville ».

Par délibération du 6 novembre 2017, la Ville de Chenôve a décidé d'intégrer le secteur Saint-Exupéry à la concession d'aménagement ZAC « Centre-Ville », devenant ainsi une opération d'aménagement globale dite « Centralité ».

En application de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et conformément à l'article 17 de la convention de prestations intégrées, la SPLAAD a adressé à la collectivité, le 4 décembre 2020, le compte-rendu annuel de l'opération « Centralité » arrêté au 30 juin 2020 pour examen et approbation.

Approuvé par le conseil d'administration de la SPLAAD du 26 novembre 2020, le compte-rendu annuel annexé à la présente délibération comprend notamment :

- le programme physique de l'opération,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation au cours de l'exercice écoulé,
- l'état des dépenses et recettes prévisionnelles,
- l'état prévisionnel de trésorerie,
- en annexe, l'état des acquisitions et des cessions réalisées.

Au 30 juin 2020, le montant global de l'opération « Centralité » s'élève à 27 465 875 € HT soit une augmentation de 1 106 096 € HT par rapport à l'exercice précédent.

L'évolution des dépenses s'explique notamment par :

- une actualisation, à la baisse, du coût d'acquisition du tènement de l'ancienne Poste,
- des coûts supplémentaires liés au désamiantage de l'ancien bureau de poste et aux travaux de reprise d'étanchéité et de sécurisation du site Saint-Exupéry,
- l'augmentation du coût des travaux et honoraires de maîtrise d'œuvre,
- l'augmentation des frais financiers et des frais annexes, due essentiellement à l'allongement de la durée de l'opération,
- l'augmentation de la rémunération de la SPLAAD suite aux évolutions constatées sur les différents postes de dépenses et de recettes.

L'évolution des recettes s'explique notamment par :

- l'augmentation des charges foncières due aux conditions de cessions de l'îlot B (programme « Plein cœur » de Bouygues Immobilier) et à l'intégration dans le bilan de l'opération des recettes de la vente de l'îlot C (programme « Central Park » de Kaufman and Broad) initialement dévolu à Action Logement au titre des contreparties foncières dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain,
- l'augmentation des produits financiers.

L'examen du compte-rendu annuel montre que, malgré l'augmentation du coût global de l'opération, la participation prévisionnelle de la collectivité à l'équilibre de l'opération reste inchangée par rapport à l'exercice précédent, soit 12 363 666 € HT.

Considérant le présent exposé,

Vu l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme,

Vu le compte-rendu annuel à la collectivité de l'opération « Centralité » arrêté au 30 juin 2020,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 19 janvier 2021,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le compte-rendu annuel à la collectivité de l'opération « Centralité » arrêté au 30 juin 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

31 POUR

2 CONTRE :

M. NEYRAUD - M. SINGER

FINANCES

10 - TRAVAUX DE L'HÔTEL DE VILLE (2E TRANCHE) – DEMANDE DE SUBVENTIONS AUPRÈS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET DE L'ÉTAT AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL)

Le développement durable fait partie des enjeux prioritaires de la Ville de Chenôve. Cela passe notamment par la rénovation de ses bâtiments publics, dont fait partie l'Hôtel de Ville, cœur de la vie citoyenne.

Le programme des travaux de l'Hôtel de Ville, en vue d'améliorer les performances énergétiques du bâtiment, les conditions d'accueil des usagers et le confort des agents des services, a été enclenché en 2020.

Une première tranche de travaux a été inscrite au Budget Primitif 2020, pour un montant de 280 949 € HT :

- isolation des combles,
- réfection de la toiture du bâtiment de la Police municipale,
- rénovation de la toiture en zinc existante,
- intervention sur le réseau de chauffage,
- rénovation totale des sanitaires du hall d'entrée.

L'objectif est aujourd'hui de continuer sur cette voie et de renforcer, entre autres, de manière significative les performances énergétiques de l'Hôtel de Ville :

- rénovation des façades « Cour d'Honneur » et bâtiments annexes, avec isolation par l'extérieur,
- mise en place de panneaux photovoltaïques, sur la terrasse du 2ème étage,
- rénovation complète des installations de production de chauffage,
- remplacement des menuiseries extérieures (dernière tranche de travaux) de la Salle du Conseil et de la salle vitrée,
- rénovation des skydômes.

Le coût de la 2^e tranche de travaux est évalué à 451 671 € HT (travaux et prestations intellectuelles inclus).

L'État, dans le cadre de son plan de soutien à l'investissement local, ainsi que le Conseil départemental de la Côte-d'Or, dans le cadre de son accompagnement aux projets d'investissement portant sur le patrimoine communal, peuvent contribuer au financement de ce projet.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De solliciter l'aide financière de l'État, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), et du Conseil départemental, au titre de l'appel à projet patrimoine communal,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

33 POUR

DOMAINE ET PATRIMOINE**11 - BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS RÉALISÉES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE AU COURS DE L'ANNÉE 2020**

Conformément aux dispositions de l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales, la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune sur l'année 2020 donnent lieu à présentation d'un bilan des acquisitions et cessions réalisées.

Vu l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission Projets de ville, Transition écologique, Travaux en date du 19 janvier 2021,

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte du bilan ci-annexé des opérations immobilières réalisées sur le territoire de la commune au cours de l'année 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

FINANCES

12 - TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE : PRÉCISIONS

Par délibération du 22 septembre 2008, le Conseil municipal approuvait la création sur le territoire de la commune, à compter du 1^{er} janvier 2009, de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), en substitution de la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes (TSE) perçue jusqu'en 2008.

La commune, soucieuse d'accompagner les redevables dans la compréhension de cette taxe, souhaite préciser les modalités d'application de cette taxe.

Considérant :

- que la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure s'applique sur les enseignes, pré-enseignes et dispositifs publicitaires situés sur le territoire de la commune de Chenôve. Au sens des articles L.2333-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'assiette correspond à la superficie totale des enseignes, a contrario cette règle du cumul ne s'applique pas pour les pré-enseignes et/ou dispositifs publicitaires, Nonobstant ceci, la taxation se fait par face.

- que l'article L.2333-7 du Code Général des Collectivités Territoriales en son deuxième alinéa énonce les cas d'exonérations possibles,

- que le Conseil municipal a décidé par délibération du 28 juin 2010, en vertu de l'article L.2333-8 du même code, de :

- L'exonération totale des enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme des superficies est égale au plus à 12 m²,
- La réfaction de 50 % du tarif applicable aux enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et égale au plus à 20 m².

- puis par délibération n° DEL_2019_026 du 8 avril 2019, de fixer les tarifs comme suit :

Dispositifs publicitaires, pré-enseignes non numériques < ou = à 50 m ²	Dispositifs publicitaires, pré-enseignes numériques < ou = à 50 m ^{2**}	Enseignes non scellées au sol entre 7 et 12 m ²	Enseignes scellées au sol entre 7 et 12 m ^{2*}	Enseignes entre 12 et 50 m ^{2*}	Enseignes de plus de 50 m ^{2*}
20,30 €	61 €	0 €	18,30€	36,60 €	73,20 €

**Il est précisé que le tarif de base applicable aux superficies de moins de 12 m² est multiplié par 2 lorsque la superficie totale des enseignes est comprise entre 12 et 50 m², et par 4 lorsque cette superficie dépasse 50 m².*

*** Il est rappelé que le tarif de base applicable aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes, qu'ils soient numériques ou non numériques, est multiplié par 2 lorsque la superficie du dispositif est supérieure à 50 m².*

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De maintenir les tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure tels qu'adoptés par délibération n° DEL_2019_026 du 8 avril 2019,

ARTICLE 2 : De préciser ces tarifs de la manière suivante :

ENSEIGNES					
Sup. Totale < OU = 7m ² scellé au sol ou non	Sup. Totale > 7m ² * scellé au sol	Sup. totale entre 7 et 12 m ² non scellé au sol	Sup. totale entre 12,01 et 20 m ² * scellé ou non	Sup. totale entre 20,01 et 50 m ² * scellé ou non	Sup. totale entre 12 et 20 m ² * scellé ou non
Exonération	18,30 €	Exonération	18,30 € (réfaction partielle)	36,60 €	73,20 €

**Il est précisé que le tarif de base applicable aux superficies de moins de 12 m², soit 18,30 euros, est multiplié par 2 lorsque la superficie totale des enseignes est comprise entre 12 et 50m², et par 4 lorsque cette superficie dépasse 50 m².*

DISPOSITIFS PUBLICITAIRES ET PRÉ-ENSEIGNES	
< ou = 50m ²	> 50 m ² **
20,30 €	40,60 €

*** Il est rappelé que le tarif de base applicable aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes, qu'ils soient numériques ou non, est multiplié par 2 lorsque leur superficie unitaire est supérieure à 50 m².*

DISPOSITIFS PUBLICITAIRES ET PRÉ-ENSEIGNES NUMÉRIQUES	
< ou = 50m ²	> 50m ² **
61 €	122 €

*** Il est rappelé que le tarif de base applicable aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes, qu'ils soient numériques ou non, est multiplié par 2 lorsque leur superficie unitaire est supérieure à 50 m².*

ARTICLE 3 : De continuer à appliquer les dispositions votées par le Conseil Municipal en date du 28 juin 2010, soit :

- L'exonération totale des enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme des superficies est égale au plus à 12 m²,
- La réfaction de 50 % du tarif applicable aux enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et égale au plus à 20 m².

ARTICLE 4 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MICHEL

RESSOURCES HUMAINES

13 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité,

Le tableau des effectifs doit être mis à jour au vu de la nécessité de créer les postes suivants pour satisfaire aux besoins des services :

- Dans le cadre du projet jeunesse souhaité par la collectivité, il est proposé la création d'un poste de responsable au sein de la Direction de la jeunesse relevant du grade d'Assistant socio-éducatif 2ème classe (catégorie A) à temps complet. Après avoir été en charge pendant quelques mois de la redéfinition et de la réorganisation du projet, il lui incombera désormais d'encadrer et de coordonner le service.
- En vue de la réorganisation des services, de laquelle découle le recrutement d'un agent au poste de directeur général des services, il est proposé la création d'un poste de directeur territorial (catégorie A) à temps complet. L'agent aura pour mission de diriger l'ensemble des services de la commune et d'en coordonner l'organisation.

À l'issue de ces créations, le tableau des effectifs, tel qu'adopté lors du Conseil municipal du 16 novembre 2020, sera modifié.

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2021.

Vu l'avis de la commission Administration générale, Finances, Vie de la cité, Culture en date du 20 janvier 2021.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver la création des postes décrits ci-dessus, à savoir :

- un poste d'assistant socio-éducatif 2ème classe (catégorie A) à temps complet,
- un poste de directeur territorial (catégorie A) à temps complet.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

32 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. MICHEL

ADMINISTRATION GENERALE**14 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIR À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,

Vu le tableau joint en annexe,

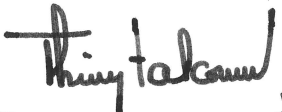
Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

La séance est levée à 22 h 14.




Thierry FALCONNET